

# LA PRESSE EN REVUE...

**MERCREDI 27 AVRIL 2012**

## SOMMAIRE

- 1) La barbe Barbarin...
- 2) Poker menteur !
- 3) Bat les masques
- 4) Super mieux que MLP
- 5) L'identitaire-socialisme...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Le cardinal Barbarin en opération déminage auprès de ses troupes



Le cardinal Barbarin, en 2008. Photo Charles Platiau. Reuters

Contesté aussi dans les rangs de son clergé, Philippe Barbarin a annoncé un nouveau dispositif de lutte contre la pédophilie dans son diocèse. Mais se refuse à tout mea culpa personnel.

Il faut bien éteindre l'incendie. Au centre d'un scandale lié à la non-dénonciation de plusieurs affaires de pédophilie, le cardinal archevêque de Lyon, Philippe Barbarin, a réuni, lundi, les prêtres de son diocèse. L'occasion d'annoncer de nouvelles mesures. Conformément à ce qu'a prévu la Conférence des évêques de France, il a mis en place une cellule d'écoute et d'accueil des victimes, une initiative que doivent prendre tous les diocèses. Réputé faire régulièrement cavalier seul, Barbarin ne faillit pas à sa réputation. Il a aussi créé un conseil d'experts, chargé de l'épauler dans les affaires les plus délicates. L'archevêque de Lyon ne fera pas donc appel à celui qui a été mis en place au niveau national, présidé par l'ancien directeur de cabinet de Christiane Taubira, Alain Christnacht.

Réunis à huis clos, les 220 prêtres présents (chiffre supérieur ce qui était attendu) ont notamment écouté le témoignage d'une victime. «Cela a été un moment très fort», raconte-t-on dans l'entourage de Barbarin. Mais la rencontre a été surtout l'occasion de s'expliquer. Quelques figures de poids du clergé lyonnais avaient décidé de demander des comptes à Barbarin. «Les échanges ont été francs et directs», rapporte son entourage, sans en dire plus. En fait, consigne a été donnée aux prêtres de ne pas répondre aux questions des journalistes à l'issue de la réunion. Les mesures annoncées ne constituent pas vraiment non plus un mea culpa. Selon les termes du communiqué officiel, le cardinal Barbarin a «reconnu que le diocèse avait commis des erreurs dans la gestion et la nomination de certains prêtres». S'il y a faute, elle serait donc collective.

### Soutiens solides

Malgré tout, le cardinal Barbarin fait profil bas ces derniers temps. Ce n'est pas lui qui s'est exprimé, à l'issue de la réunion mais le vicaire général Yves Baumgarten, «un homme de confiance», selon l'entourage du cardinal archevêque.

«C'est lui qui sera chargé de mettre en place les nouvelles mesures», poursuit cette source. En fait, les relations ne sont pas vraiment au beau fixe entre Barbarin et son clergé.

Certes, il bénéficie encore de soutiens solides et parmi ses supporteurs, la thèse du complot politique et médiatique est largement reprise et propagée. Mais le cardinal ne fait pas l'unanimité, même si son opposition est localement minoritaire. Il ne s'agirait pas qu'elle prenne de l'ampleur, et c'est d'ailleurs ce qui a motivé la réunion de ce lundi, destinée à resserrer les rangs et à tourner la page. Celle-ci, contrairement à ce qu'a dans un premier temps laissé entendre la communication du diocèse, lui a été «conseillée» lors d'une précédente rencontre, assez houleuse pour Barbarin. Le 19 mars, il avait convoqué en urgence, la veille du dimanche des Rameaux, un moment où l'agenda des prêtres est surchargé, son conseil presbytéral, une sorte de sénat de l'évêque composé d'une quarantaine de prêtres. Malgré sa demande, ces derniers avaient refusé de signer un texte reprenant ses arguments de défense et l'avaient appelé à la discrétion dans ses déclarations.

Du côté des victimes, François Devaux, le président de la Parole Libérée, lui, n'en démord pas. Il réclame haut et fort, le départ de Barbarin. «C'est la condition de l'apaisement», déclare-t-il à Libération. Je ne vois comment le responsable d'Eglise qui a placé, en connaissance de cause, des prêtres pédophiles auprès d'enfants, puisse être celui qui apporte des solutions.» Pour l'heure, le sort du cardinal archevêque de Lyon est suspendu au résultat de l'enquête préliminaire en cours après les plaintes de non-dénonciation dont il fait l'objet. Sa position deviendra difficilement tenable s'il est mis en examen.

Bernadette Sauvaget



LAPRESSEENREVUE.EU



## II) Comment Manuel Valls s'est fait doubler par Emmanuel Macron

**EXÉCUTIF. Seul comme jamais, le Premier ministre peine à exister entre Hollande qui prépare 2017 et Macron qui chipe ses idées.**

Ava Djamshidi (@AvaDjamshidi) et Nathalie Schuck (@NathalieSchuck)



Mont-Saint-Michel (Manche), lundi. Le Premier ministre, Manuel Valls, était en déplacement sur l'îlot emblématique. (AFP/Charly Triballeau.)

Pas de petite phrase assassine. Aucune formule qui pique pour égratigner Emmanuel Macron, alors que les sorties du ministre de l'Economie l'horripilent. A peine une pointe d'agacement sur le visage de Manuel Valls lundi après-midi lors d'un déplacement chargé de symboles pour officialiser le transfert à la Normandie de cinq lignes nationales de train.

Sous une bruine capricieuse, dans le cadre exceptionnel du Mont-Saint-Michel, le Premier ministre prend la pose devant une forêt de caméras et de photographes : «J'imagine que vous voulez la photo ! Moi oui, pour mes souvenirs...» Puis d'inviter ceux qui l'entourent à s'écarter un instant. «Je vais rester seul une seconde, pour la photo.» Une image chère à ceux qui aspirent à la fonction suprême, tant l'îlot rocheux est emblématique. Le site, où trois millions de visiteurs se pressent chaque année, est un passage obligé pour se tailler un costume de présidentiable, sorte de pèlerinage sur les traces d'une France éternelle

«C'est un genre de chemin de croix»

Comme une réponse en filigrane à l'échappée solitaire du pétulant Macron aussi. Là où le benjamin du gouvernement prend un malin plaisir à jouer les solistes, le locataire de Matignon s'affiche en choriste dans les ruelles de la Merveille, aux côtés du centriste Hervé Morin, président de la région Normandie. Une façon de se démarquer, alors que la rivalité entre ces deux hommes qui rêvent chacun d'incarner un «socialisme moderne» est de plus en plus visible. C'est d'ailleurs Valls, qui, pourfendeur depuis longtemps du clivage gauche-droite, a récemment rappelé sa volonté d'«ériger des ponts avec la droite». Un créneau que lui dispute aujourd'hui âprement le ministre de l'Economie, fort de sa popularité toute neuve. Au pas de course, dans les ruelles tortueuses du Mont, le Premier ministre fait un saut chez la célèbre Mère Poulard. Il ne savourera pas le biscuit qu'on lui propose, régime sans gluten oblige. Plus haut, à l'intérieur de la mairie, Valls prend le temps d'inscrire un mot sur le livre d'or, à gauche de celui de François Hollande, venu en octobre dernier. Avant d'entamer l'ascension, jusqu'à l'abbaye, posée au sommet, à près de 92 m d'altitude. «C'est un genre de chemin de croix», ironise une petite voix, dans le cortège de Valls.

Au prieuré, le ministre invite ses auditeurs à la réflexion. «Venir au Mont-Saint-Michel, c'est toucher à la virtuosité bâtisseuse des hommes. C'est une construction humaine collective. Méditons cet exemple, philosophe-t-il. Sachons nous élever au-dessus des petites querelles de l'instant pour nous retrouver sur l'essentiel. C'est un beau symbole.» Et de poser tout sourire avec Hervé Morin. Au même moment, à quelque 330 km de là, se tient le meeting de soutien à François Hollande, initié par le mouvement Hé oh la gauche ! Vingt-cinq membres du gouvernement ont bousculé leur agenda pour y être, mais pas le premier d'entre eux. «Chaque chose en son temps, justifie-t-il. J'aurai l'occasion non seulement de défendre le bilan, mais d'indiquer le

**Le « coucou » Macron lui a pris son nid**

C'est l'histoire d'un trublion devenu premier de la classe. Celle d'un briseur de tabous contraint de rentrer dans le rang. En revêtant les habits de Premier ministre il y a deux ans, Manuel Valls a pris le risque de se stériliser, de gommer les aspérités qui faisaient sa spécificité, et de voir un jeune loup comme Emmanuel Macron lui voler la

palme du renouveau et de la transgression. «Macron, c'est Valls il y a cinq ans», relève un observateur avisé de la majorité. De fait, on finirait par oublier que c'est Valls qui a, bien avant lui, réclamé l'enterrement des 35 heures, de l'ISF et du clivage gauche-droite.

Et ce dès 2011, quand il était candidat à la primaire du PS. En regard, les provocations du ministre de l'Economie, pesées au trébuchet, font figure de pâle copie. Les détracteurs de Macron ne le surnomment-ils pas le «coucou» ? Ironie de l'histoire : c'est Valls qui a poussé pour qu'il devienne ministre. «Il faut protéger Emmanuel, ne pas lui casser les reins parce qu'il y a de la jalousie et qu'il est brillant», confiait-il il y a pile un an.

Mais voilà : en entrant à Matignon, Valls est devenu, c'est la contrainte du job, le chef de l'orchestre gouvernemental, chargé d'empêcher les couacs. «Regardez comme il s'est hollandisé ! Il parle comme Hollande, il bouge comme Hollande. Il aurait dû monter sa boutique, faire entendre une musique différente. Il s'est tiédi...» s'étonne un ancien conseiller du pouvoir. Un boulevard pour son jeune rival. «Macron, c'est Valls avec quinze ans de moins», glisse un habitué de l'Elysée.

*«Tu as 38 ans, tu as tout ce que Valls n'a pas, tu vas t'en prendre plein la tête !»*

Quand il a été nommé au gouvernement, un proche de Macron l'avait d'ailleurs averti : «Tu as 38 ans, tu as tout ce que Valls n'a pas, tu vas t'en prendre plein la tête !» Trois mois plus tard, Macron est revenu le voir : «T'avais raison.» «Le phénomène Macron met Valls dans une furie totale», confie une source à gauche. De fait, voilà le Premier ministre emporté par le fond par le président dans les sondages, quand la popularité de Macron s'envole. Les médias, qui n'en avaient que pour sa possible candidature en 2017, n'ont plus d'yeux que pour l'ex-banquier d'affaires. Qui l'eût cru ? Le Premier ministre peine à exister...

Pour rebondir, il misait sur sa loyauté au président face à un Macron que les «Valls boys» surnomment Brutus. C'est donc peu dire que Valls ne décolère pas d'avoir été écarté du premier rendez-vous secret organisé à l'Elysée le 2 avril pour préparer 2017. Autour du chef de l'Etat, il y avait Emmanuel Macron, Ségolène Royal, Julien Dray, le numéro deux du PS Guillaume Bachelay, les communicants Robert Zarader et Philippe

Grangeon. Pas Valls, pas convié. Les fidèles du Premier ministre veulent croire que la «bulle» Macron va exploser. Un ex-conseiller du pouvoir suggère d'ailleurs au jeune ambitieux de se méfier : «Hollande va lui faire ce qu'il a fait à Valls, l'instrumentaliser à son profit.»

Nathalie Schuck

**Le Parisien**

### III) Les nouveaux masques de l'extrême droite (les stratégies nationalistes dans les mouvements sociaux)



Il va falloir s'y habituer et réagir en conséquence : non seulement les discours nationalistes, racistes et sexistes s'invitent désormais dès l'ouverture de tout nouvel espace politique, mais leur condamnation

et l'éviction de celles et ceux qui les portent n'apparaissent plus ni comme une évidence, ni comme une nécessité. Le patient travail menée par l'extrême droite depuis 70 ans pour retrouver sa crédibilité et une certaine légitimité porte ses fruits : en redéfinissant pour servir ses propres fins les concepts de « liberté d'expression », de « dissidence » et d' « antifascisme », elle est parvenue en l'espace d'une quinzaine d'années à faire son retour sur la scène politique, tout en laissant croire qu'elle n'existait plus et en disqualifiant celles et ceux qui continuaient à la dénoncer.

Un tour de passe-passe dont il est urgent de révéler l'imposture, en appelant un chat un chat, et en rafraîchissant la mémoire à celles et ceux qui, frappés d'une candeur amnésique, laissent entrer le loup dans la bergerie.



L'extrême droite peine à assumer totalement et publiquement son projet de société, surtout en raison de l'encombrant héritage de ses expériences passées, nazie et fasciste : au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle n'a pu faire son retour qu'en avançant masquée, et en faisant croire qu'elle sortait de nulle part. Bien qu'il existe toujours à l'extrême droite des nostalgiques revendiqués de Vichy ou de l'Italie mussolinienne (comme le PNF ou Rivarol), il faut bien reconnaître que c'est aujourd'hui une position marginale, et que la plupart des groupes contemporains revendiquent au contraire une certaine modernité et une virginité politique.

## Ravalement de façade

Le Front national, son principal représentant, pourtant fondé par d'authentiques héritiers du fascisme historique, a su, en quelques décennies, se faire passer pour un parti qui défend la liberté et la république, voire même, récemment, pour un parti



qui défend la liberté et la république, voire même, récemment, pour un parti d'émancipation sociale, tout en conservant ses fondamentaux inégalitaires et discriminatoires : se prétendant « ni de droite ni de gauche », le FN ne veut plus pouvoir être situé sur l'échiquier politique, afin d'apparaître comme l'unique recours, et de pouvoir ainsi élargir sa clientèle électorale (laissant croire que l'extrême droite vaut la peine d'être « essayée », comme si elle n'avait jamais été au pouvoir).



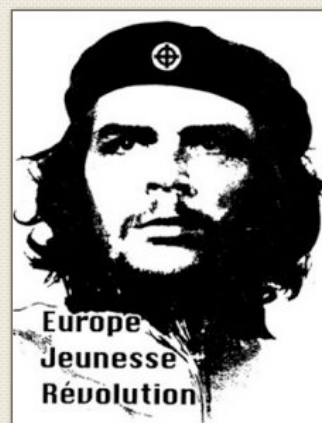
Du côté de l'extrême droite radicale, le même tour de passe-passe a été opéré au début des années 2000 par les « Identitaires » : également fondé par des nationalistes-révolutionnaires racialisés, le mouvement identitaire a réussi à se

débarrasser en partie de son folklore fasciste (en particulier en ce qui concerne ses codes visuels), sans rien lâcher sur le fond, mais en offrant une vitrine moderne, susceptible de faire venir à lui une jeunesse issue d'une génération jugée moins hostile que par le passé (car moins politisée), en particulier en utilisant toutes les ressources d'Internet et des réseaux sociaux.

Pour parvenir à ce résultat, les uns et les autres ont joué sur une certaine confusion, afin de brouiller leur image et de tenter de rendre caduque la notion même d'« extrême droite ». Malgré cela, en raison d'une certaine constance idéologique et surtout du parcours de leurs cadres et de leurs dirigeants, ces mouvements restent généralement catalogués à l'extrême droite de l'échiquier politique, ce qui les rend toujours infréquentables pour une majorité importante de la population. Enfin, ces formations politiques, très attachées à un certain ordre social, quel qu'il soit, et voyant l'ombre du « gauchisme » derrière toute forme de contestation, sont généralement plutôt enclines à dénoncer les luttes sociales qu'à s'y intégrer.

## Extrême droite 2.0

Mais aujourd'hui, une partie de l'extrême droite réussit l'exploit de faire croire qu'elle n'est pas d'extrême droite, qu'elle veut simplement pouvoir s'exprimer, que « les vrais fascistes ce sont les antifascistes ». Elle a su parfois récupérer à son compte le discours, les postures voire les symboles de la gauche ou de l'altermondialisme ; certaines personnalités considérées à tort ou à raison comme « de gauche » ont participé à ce brouillage, soit en s'engageant à ses côtés (comme Dieudonné), soit en faisant preuve d'une grande tolérance à son égard (comme Étienne Chouard).



Au nom de la lutte contre le « système », certains défendent ainsi l'idée d'une convergence de tous ses « ennemis », de droite comme de gauche : l'opposition d'un centre (le « système », « l'oligarchie ») et d'une périphérie (tous les courants qui les

combattent et qui auraient intérêt à lutter côte à côte malgré leurs divergences idéologiques) est une idée déjà ancienne à l'extrême droite au sein du courant nationaliste-révolutionnaire, mais qui connaît aujourd'hui une nouvelle vitalité, et dans tous les milieux, en particulier dans les nouveaux espaces de politisation, réels ou virtuels, beaucoup oubliant au passage que les ennemis de nos ennemis ne sont pas forcément nos amis.

## Une « liberté d'expression » très sélective



De façon assez cocasse, et sans que personne ne trouve rien à redire à ce paradoxe, les personnalités ou groupes d'extrême droite qui soutiennent des régimes parmi les plus autoritaires et liberticides de la planète (qu'il s'agisse, selon les tendances, de la Syrie de Bachar Al Assad, de la République islamique d'Iran ou de la Russie de Poutine) et qui préconisent les méthodes les plus musclées pour « régler » les problèmes sociaux (camps, expulsions, peine de mort, etc.) sont également celles et ceux qui n'ont que la « démocratie » et la « liberté d'expression » à la bouche.



En haut : déjà dans les années 1980, Le Pen criait à la censure.  
 Au milieu : Alain Soral insulte la mémoire des déportés à son seul profit.  
 En bas : Riposte laïque assimile islamophobie et liberté d'expression.

Mais de quelle liberté d'expression parle-t-on ? Celle des ouvriers non syndiqués des petites entreprises ? Celle des femmes de ménage sans papiers ? Celle des Roms qui vivent misérablement à la périphérie de nos villes ? Celle de toutes celles et tous ceux qui n'ont accès à aucun média, aucun relais dans la sphère politique pour exprimer leurs revendications ? Évidemment pas : la seule liberté de parole qui leur importe, c'est la leur. Quand ils fustigent le « politiquement correct », la « bienpensance », « les chiens de garde du Système », c'est en réalité l'ostracisme qui frappe le discours hérité des dictatures des années 1930 qu'ils dénoncent : ce n'est pas par hasard si ce sont le négationnisme, les discours racistes ou les propos sexistes ou masculinistes qui sont pour eux les premières causes à défendre.

L'autre avantage qu'il y a à faire appel à la « liberté d'expression », c'est d'adopter une position victimaire censée culpabiliser les partisans de la démocratie et les défenseurs des droits (droits dont par ailleurs ils se moquent éperdument pour « les autres », comme les migrants ou les homosexuels). Il faut dire que l'État, à travers des lois comme la loi Gayssot, leur facilite grandement la tâche, faisant du premier négationniste venu une « victime du Système ». Cependant, ce statut de victime est généralement sans risque, puisque l'écrasante

majorité des propos racistes, antisémites ou sexistes circulent sur les réseaux sociaux dans une totale impunité. Pire, alors que ce type de discours, à travers la pratique du trollage, submerge littéralement la moindre discussion ouverte, sa contestation est aussitôt assimilée à une forme de « censure ».

### Une « dissidence » en carton



Cortège de l'AF à la Manif pour Tous (20/10/2013)

Il y a encore quelques années, le mot « résistance » était immédiatement associé à la lutte contre le fascisme. La « dissidence » renvoyait à l'opposition au sein d'un régime autoritaire, en particulier l'Union soviétique stalinienne. Et le mot « révolution » faisait encore (un peu) trembler le bourgeois. Désormais, l'extrême droite réussit à les reprendre à son compte : le « résistant » est celui qui réhabilite l'antisémitisme si cher aux nazis (cf. Soral ou Dieudonné), le « dissident » soutient la Russie autoritaire de Poutine qui n'a pas grand-chose à envier à celle de Staline et c'est l'Action française qui appelle à la « révolution » et à renverser un gouvernement, au nom d'une lutte réactionnaire principalement animée par la bourgeoisie la plus conservatrice (la Manif pour Tous). C'est que l'extrême droite a retenu la leçon de la bataille culturelle et lexicale qu'elle a perdu en 1968 : les mots sont importants, au moins autant que les actes. Jusqu'au début des années 2000 cependant, elle ne disposait pas d'espace pour renouveler son discours : discréditée dans les médias, diabolisée dans la société, l'extrême droite semblait condamnée à rester dans les poubelles de l'Histoire.





Rassemblement  
des  
Identitaires  
et de  
Riposte  
laïque  
(juin  
2010)

## Communauté nationale et « intérêt général », ou la Volksgemeinschaft hitlérienne revisitée

Autre arnaque qui n'a de démocratique que l'apparence, la mise en avant systématique de l'idée de « communauté politique » ou « communauté nationale » qui est en réalité une tentative de réhabilitation d'une idée héritée du IIIe Reich.



Mais en investissant très tôt et massivement Internet, elle a bien compris qu'en balisant avec ses propres codes et ses propres vocables ce nouvel espace politique, elle parviendrait enfin à faire entendre de nouveau sa voix, tout en conservant une position d'alternative au « système », alors que dans le même temps son discours était repris dans les médias établis par des personnalités né-conservatrices comme Éric Zemmour ou Alain Finkielkraut. Avec Soral et Dieudonné, cette posture du « dissident » est même devenue un business très lucratif, ainsi qu'une forme de reconnaissance sociale pour tout un tas de « spécialistes » auto-proclamés qui, pour pallier la faiblesse de leurs thèses ou de leurs recherches, se drapent dans les habits du « résistant ». Les théories du complot les plus délirantes, les propos les plus outrageusement racistes ou sexistes sont ainsi validés par la seule affirmation qu'ils iraient à l'encontre de la « pensée dominante » qui les rejette.

Il faut reconnaître que l'antiracisme moral (qui fait du racisme non plus une opinion mais un délit) et l'antifascisme républicain (qui assimile la lutte contre l'extrême droite à la défense des institutions démocratiques) ont largement contribué à la création de cette figure du « rebelle » nationaliste. C'est une des raisons pour lesquelles un antifascisme cohérent ne peut s'appuyer ni sur la culpabilisation ou la diabolisation de l'extrême droite, ni sur le recours à la justice ou l'État pour en enrayer la progression, mais sur la lutte pied à pied contre son discours, ses apparitions et ses méthodes.

Si, dans le concept de Volksgemeinschaft[1] chez les nazis, le peuple (constitué autour de la race) remplace la nation (comme c'est le cas autour de l'État en France), au delà de cette particularité raciale, l'idée de communauté (contre celle de société) revendique l'unité contre la pluralité, l'union de la communauté contre l'individu et enfin le bien commun contre l'intérêt particulier.

Les partisans de cette idée posent de façon incantatoire une communauté dépourvue de conflits partidaires ou de conflits de classe et, de l'autre côté, délimitent cette communauté par l'exclusion de ceux qui ne lui appartiennent pas. Les critères d'exclusion sont adaptés selon les besoins de l'époque : pour les nazis, ce furent des critères raciaux et pseudo-scientifiques, pour l'extrême droite actuelle, ce peuvent être des critères nationaux plus flous, et donc plus acceptables.

Dans tous les cas, la communauté nationale (ou



communauté politique) ne saurait fonctionner, c'est-à-dire proposer bien-être social, et, de façon plus ou moins avouée, renouveau national (par le biais du souverainisme, ou, comme l'appellent les anglo-saxons, du welfare chauvinism) que par l'intermédiaire de l'exclusion de celles et ceux qui ne sauraient appartenir à la « communauté ». Ainsi, l'ascenseur social fonctionna pendant le Troisième Reich qui vit les différences sociales légèrement estompées, à grands coups de limogeages, d'expropriations et de spoliations des Juifs et autres indésirables de la dictature nazie. De même, ceux qui prônent la « communauté nationale » voient les ennemis hors de cette dernière (l'Union européenne, les élites nationales et internationales) et posent comme postulats l'inutilité des luttes de solidarité et d'entraide entre les peuples (dans la question du soutien aux réfugiés), l'inanité de l'émancipation des femmes (puisque au sein de la communauté politique, il ne saurait y avoir d'oppression) et l'invalidité de la lutte des classes (puisque toute la communauté politique est au même niveau d'oppression).

### Un « anti-antifascisme » bien pratique

En dépit de toutes ces tentatives qui visent à noyer le poisson et à nous faire prendre des vessies pour des lanternes, l'extrême droite continue à trouver sur son chemin des esprits obtus qui s'entêtent à appeler un chat, un chat, et un fasciste, un fasciste[2].



Rendre compte des agissements et des personnalités nationalistes et racistes par un travail de terrain minutieux permet de contourner la contre-information que fait l'extrême droite sur ses propres activités. On l'a vu, elle avance le plus souvent masquée, et ne se dévoile qu'une fois le terrain occupé : il importe donc d'alerter sur sa présence le plus tôt possible, et de l'empêcher de se croire partout chez elle. Bien sûr, la plupart des groupes nationalistes prétendent que ce travail d'information est téléguidé par le pouvoir (police, services secrets, « lobbies ») car ils ne peuvent imaginer que des « crasseux » d'extrême gauche puissent les berner

ainsi ; il est aussi plus valorisant pour eux de croire qu'ils sont les cibles du « système »...



Si cette thèse conspirationniste ne suffit pas à dénigrer les antifascistes, l'extrême droite insistera alors sur leur « violence », en n'hésitant pas à les traiter de « fascistes » ou de « nazis », dans une inversion des rôles assez cocasse si elle ne trouvait un écho dans les médias et une partie de l'opinion. Comme pour la « liberté d'expression », la « violence » dont il est question est très sélective : pour prendre des exemples récents, une action aussi pacifique que celle de la Nuit Debout devant l'ESCP mardi 19 avril pour dénoncer la venue de Florian Philippot ou l'expulsion dans le calme de Finkielkraut sont considérées comme « d'une violence inouïe », mais les très nombreuses violences policières contre les manifestants, les attaques à coups de barre de fer de nervis d'extrême droite contre la Nuit Debout sont passées sous silence...

En dépit de l'incapacité des individus et des groupes d'extrême droite à lancer la moindre initiative d'émancipation ou de lutte anticapitaliste, les stratégies qu'ils mettent en place, telles que nous les avons décrites ici, leur permettent de s'inviter dans les mouvement sociaux et de les parasiter en y banalisant leurs discours. Ce « confusionnisme » ne peut que profiter à l'extrême droite, et c'est pourquoi il faut que se renforce au sein des luttes sociales une forme saine d'intolérance à l'égard des courants nationalistes, racistes, sexistes et autoritaires qui, s'ils ne disent pas toujours leur nom, garderont tout l'espace qu'on leur laissera, afin d'y imposer leur ordre. Il sera alors un peu tard pour se demander ce qui s'est passé : c'est pourquoi nous ne pouvons nous payer le luxe d'abaisser la garde face à ceux qui, eux aussi, porte un projet de société, mais aux antipodes de nos valeurs solidaires, égalitaires et internationalistes.



L'idée de Volksgemeinschaft apparaît en août 1914, au moment où l'Allemagne de Guillaume II déclare la guerre à la France. Cette idée, que l'on peut traduire en français par le terme de communauté nationale (en restant largement en deçà de ce qu'implique l'utilisation du terme de Volk en allemand, qui donna plus tard l'adjectif völkisch décrivant l'appartenance raciale au peuple allemand tel que le définissent les idéologues racistes du Troisième Reich), est au centre des programmes politiques de bien des partis au début du XXème siècle en Allemagne : les partis conservateurs, mais aussi les libéraux, les nationaux-bolchéviques et les chrétiens. Ce concept repose sur une idée principale, nécessaire au sursaut national en ce début de guerre mondiale : il met de côté toutes les différences de classe au sein de la société allemande et déclare abolie la lutte des classes, que les socio-démocrates abandonnent officiellement au début de la guerre. Par la suite, la Volksgemeinschaft devint, avec l'antisémitisme, un des concepts centraux de la pensée national-socialiste. [↔]

Le mot « fasciste » est ici un terme générique pour désigner une personne d'extrême droite; une convention de langage, et ne correspond pas ici à son sens historique strict. [↔]

[lahorde.samizdat.net](http://lahorde.samizdat.net)

LAPRESSEENREVUE.EU

Closer

## IV) Jean-Luc Mélenchon reçu comme une superstar au Québec !

Par Christian Lenoir



**Actuellement en visite au Québec, Jean-Luc Mélenchon rencontre un plébiscite pour le moins étonnant...**

Si Marine Le Pen

n'est pas la bienvenue au Québec, Jean-Luc Mélenchon est, lui, une superstar au pays des caribous ! Quelques semaines après l'accueil très froid, pour ne pas dire glacial, qu'ils ont réservé à la présidente du Front National, les Québécois ont en effet accueilli le co-fondateur du Parti de gauche à bras ouverts.

## Mon meilleur voyage politique"

Alors qu'il est cette semaine en visite au Québec pour s'attaquer au projet de libre-échange entre le Canada et l'Union européenne, Jean Luc Mélenchon "fait un tabac" affirment dans leur édition du jour nos confrères du Parisien. Preuve de ce plébiscite incontestable rencontré par le leader français d'extrême-gauche, selon le journal : la conférence sur son dernier livre, L'Ere du peuple, qui se tenait à la Bibliothèque nationale de Montréal était pleine à craquer et a même été suivie en direct sur internet par quelque 14.000 personnes. Mais ce n'est pas tout : Jean-Luc Mélenchon a également été invité deux fois à la télévision nationale et fait à plusieurs reprises la une de journaux québécois durant son séjour. "C'est peut-être mon meilleur voyage politique", a résumé sur son blog l'homme politique de 64 ans.

## V) Après le National-socialisme, voici l'Identitaire-socialisme.

Le Socialisme français a toujours été un passe-partout idéologique sans équivalent. Un couteau-suisse politique qui s'adapte à tout. Hier au Nazisme, aujourd'hui à ce fascisme identitaire qui vient. Cela dit les mauvais génies qui sifflent sur la tête de Manuel Valls, l'induisent aujourd'hui en erreur s'ils lui mijotent un avenir présidentiel à la Sarkozy. A savoir une élection en récompense d'un torrent d'insultes, de menaces et d'outrances qui, toutes, ne visent que l'islam et les Musulmans. Tant l'époque est tourmentée. Et la coupe est pleine. Gare donc à celui qui verse la goutte de trop. Celle qui fait déborder le vase.

Le Socialisme français est un passe-partout idéologique sans équivalent. Un couteau-suisse politique qui s'adapte à tout. Hier au Nazisme, aujourd'hui à ce fascisme identitaire qui vient. Vous avez aimé le National-socialisme, vous adorerez certainement le Socialisme-identitaire de Valls et compagnie.



C'est que Manuel Valls baigne depuis le début dans l'"identitarisme" et ses dépendances. En effet ce catalan de cœur, médiocrement ambitieux, a épousé en seconde noce le Sionisme français et hérité en conséquent la garde de ses « beaux parents », les officines pro-israéliennes toutes d'extrême droite. Et qui ne lui demandent pas plus que la haine de l'Arabe, du Noir de l'islam et des Musulmans.

D'engager en somme la France, toutes légions confondues, dans le Choc des civilisations, des cultures, des races, des peuples, des religions et des continents. Bref de la guerre totale de tous contre tous.

La logique y est simple pour Israël et ses nombreux suppôts intra-muros. Et elle se révèle dans cette grossière géométrie à deux postulats : les Musulmans sont les ennemis de la France, les Palestiniens sont Musulmans, conclusion : ils sont nos ennemis et forcément donc les israéliens deviennent nos amis.

Une géométrie de haine crasse et totalisante, mais simple et efficace. Spécialement de nos jours, où elle fait un dégât irrémédiable au sein d'une Société française fragile, soumise à une foudroyante de vagues scélérates , toutes sociales et économiques.

Et qui, combinées aux enjeux géostratégiques globaux, peuvent s'avérer fatales pour le pays. Dans la mesure que l'on peut facilement les dévier par « canaux interposés » vers les mauvais horizons identitaires, ethniques ou religieux.

Or, « toute action engendre une réaction d'intensité égale mais de sens opposé » et ce principe scientifique garde toute sa teneur en sciences sociales. Autrement dit aux stigmatisations tous azimuts et en réaction à l'identitarisme qui le vise, les Musulmans opposeront demain sans doute une autre attitude radicalement différente que celle qui prévaut jusque ici. A savoir cesser d'étudier dans les écoles publiques, de sévir massivement l'État

français et ses forces publiques : armées et police.

En fait un tel risque est devenu aujourd'hui plus que plausible. Car les crispations nourrissent les crispations. Et devant tant de haine envers les Musulmans, une partie de ces derniers envisagent désormais l'option communautaire en échappatoire. Comme par exemple, ouvrir des écoles musulmanes pour accueillir les filles voilées chassées de celles de la République. Ou contourner les discriminations à l'embauche en allant travailler ailleurs voire en créant des structures commerciales communautaires : boucheries ou épicerie hallal.

De même que créer des médias qui leur permettent de s'exprimer, vu qu'ils sont systématiquement exclus de toutes celles déjà existantes. Tout un projet de société parallèle, en somme, auquel ils se sentent contraints et obligés pour ne pas déperir socialement.

C'est dire combien les mauvais génies qui sifflent aujourd'hui sur la tête de Manuel Valls, l'induisent en erreur s'ils lui mijotent un avenir présidentiel à la Sarkozy. A savoir une élection en récompense d'un torrent d'insultes, de menaces et d'outrances qui, toutes, ne visent que l'islam et les Musulmans. Tant l'époque est tourmentée. Et la coupe est pleine. Gare donc à celui qui verse la goutte de trop. Celle qui fait déborder le vase.

**Alter Info**  
L'Info Alternative

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)





Bonjour lapresseenrevue,

Votre blog fête ses 4 ans cette année !

Toute l'équipe d'OverBlog est heureuse de souhaiter un joyeux anniversaire à votre blog La Presse en Revue....

4 ans ça se fête !  
Dites-le à tout le monde

J'informe mes lecteurs

L'équipe OverBlog  
[www.overblog.com](http://www.overblog.com)

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**